Aux origines du CERN : politiques scientifiques et relations internationales, 1949-1951

Autor(en): **Pestre, Dominique**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Gesnerus : Swiss Journal of the history of medicine and sciences**

Band (Jahr): **41 (1984)**

Heft 3-4

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-521355

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Aux origines du CERN: Politiques scientifiques et relations internationales, 1949–1951[1] *

Par Dominique Pestre

Notre propos ne sera pas d'aborder de façon globale le problème des relations entre situation politique internationale d'une part et politiques scientifiques adoptées par les différents pays d'autre part. Il sera plus modestement à partir d'une étude de cas – celui de la naissance du CERN – de montrer les dépendances entre ces deux sphères d'activité. C'est pourquoi cette étude se limite aux années 1949 – date des premiers documents où apparaissent des propositions de collaboration européenne en physique nucléaire – à février 52, date de la rédaction de l'accord de Genève instituant le Conseil des représentants des Etats européens. La thèse que nous allons illustrer est celle-ci: la naissance du CERN est essentiellement due à la rencontre de volontés politiques déterminées avec une conjoncture internationale particulière. Les nécessités scientifiques ne furent pas étrangères à la délimitation de l'objectif scientifique du CERN, mais dans l'ensemble elles jouèrent un rôle secondaire dans l'apparition du projet. Ce n'est que dans un second temps (après 1952) qu'elles devinrent capitales.

Quelques mots sur la situation politique internationale à la fin des années 1940[2]

Sans entrer dans des détails probablement connus de chacun, rappelons simplement:

– la guerre froide et la séparation, l'hostilité croissante entre l'Est et l'Ouest: extension du monde communiste marquée notamment par l'affaire tchèque (1948), l'instauration de la Chine de Mao-Tsé-Toung et en juin 1950 l'éclatement de la guerre de Corée;

– au sein de l'Europe occidentale, les différences entre la Grande-Bretagne d'une part, se considérant à peine comme appartenant à l'Europe, et les pays du continent d'autre part; entre les pays d'Europe du Nord et les

* Communication présentée le 14 octobre 1983 devant l'assemblée annuelle de la Sociéte suisse d'histoire de la médecine et des sciences naturelles, Porrentruy, Suisse.

pays latins, les premiers plus proches du monde anglo-saxon, en particulier en matière scientifique, les seconds connaissant une forte minorité communiste (France, Italie) dont certains éléments sont d'éminents physiciens nucléaires (Joliot par exemple est haut-commissaire du Commissariat à l'énergie atomique en France)...;

– la période assez euphorique que vivent les partisans d'une plus grande unification de l'Europe: congrès de la Haye (mai 1948), regroupement des divers mouvements militant pour l'Europe au sein du *Mouvement Européen* quelques mois plus tard, naissance du Conseil de l'Europe l'année suivante, déclaration de Robert Schuman le 9 mai 1950 et premiers pas vers la CECA...

En ce qui concerne les relations scientifiques internationales, en physique nucléaire s'entend, on peut retenir: [3]

– la suprématie américaine et la politique du secret qui lui est liée dans beaucoup de domaines, même si cette politique du secret est moins nette dans les hautes énergies (recherche fondamentale en physique sub-nucléaire des «particules») que dans les basses énergies (où l'instrument de base est le réacteur nucléaire);

– à l'échelle de l'Europe, la puissance britannique établie dès le temps de guerre et remarquablement planifiée dès la fin des hostilités: création du Atomic Energy Research Establishment à Harwell, construction planifiée de puissants accélérateurs... La Grande-Bretagne détient donc, conjointement avec les USA, de nombreuses informations qu'elle ne peut toutefois dévoiler sur le continent sans l'accord américain; [4]

– la plupart des pays du continent (à l'ouest) sont dans une situation de demande face à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, mais rien ne leur est accordé malgré les demandes réitérées de la France, de la Norvège, des Pays-Bas ou de la Belgique à propos d'informations ou d'aides même ponctuelles. Pourtant c'est à peine s'ils osent collaborer entre eux, chacun espérant toujours obtenir ce dont il a besoin par des relations bilatérales directes avec le Royaume-Uni ou les Etats-Unis. Et comme le fait remarquer Lew Kowarski en 1949, «les milieux américains peu favorables à une coopération atomique européenne efficace (...) entretiennent cet état d'esprit pusillanime.» [5]

Pourtant un élément très conjonctuel va amener une modification de taille à cette situation. Le 23 septembre 1949, le président Truman annonce l'explosion de la première bombe atomique soviétique. Immédiatement Kowarski commente: «Quelle que soit désormais l'importance du secret dans les raffinements technologiques ou dans les découvertes tout à fait

nouvelles, il est certain qu'il devient de plus en plus difficile de maintenir la fiction d'un important ‹secret› dans la science et la technologie atomique pré-1948. Or, il ne s'agit que de ce domaine là dans les projets atomiques européens. On peut s'attendre avec quelque espoir que même les militaires se montrent désormais plus flexibles vis-à-vis d'une franche collaboration dans ce domaine.» En d'autres termes, maintenant que les Soviétiques ont la bombe, les Américains pourront desserrer leur contrôle sur l'information nucléaire sans craindre d'informer les Russes de choses qu'ils connaissent déjà. Ils y auront même intérêt si c'est au profit de leur alliés européens. L'espoir apparaît donc d'une collaboration inter-européenne bientôt possible et d'une aide américaine qui pourrait venir[6].

Conséquences à court et moyen terme (1949–1951)

Les conséquences ne se feront pas attendre. En novembre 1949, à l'occasion de la mise en service d'un cyclotron, des scientifiques belges, suisses, suédois, danois et hollandais émettent le vœu d'étudier les possibilités de construction en commun d'appareillages de grande taille en physique nucléaire. Le mois suivant, le Mouvement Européen qui réunissait une conférence culturelle à Lausanne, propose la création d'un fond européen pour la recherche scientifique et celle d'un laboratoire d'étude de l'énergie nucléaire.

A la même époque et durant les six premiers mois de 1950, des scientifiques et un diplomate français proposent la création d'un laboratoire européen de recherche fondamentale dans le domaine nucléaire.

Enfin, lors de la conférence annuelle de l'UNESCO en juin 1950 à Florence un membre de la délégation américaine, Isidor Rabi, prix Nobel de physique, fait voter une résolution mettant à l'étude un projet de centre européen de recherche fondamentale en physique nucléaire – semble-t-il en suggérant d'éviter la construction d'un réacteur[7].

C'est-à-dire qu'en quelques mois, des initiatives d'origines nationales, géographiques et institutionnelles différentes voient le jour. Ce qui contraste avec les années de l'immédiat après-guerre où les tentatives bilatérales avaient prévalu. Il est aussi à noter que la dernière proposition, celle d'I. Rabi, fut ressentie comme étant décisive, car avancée par un Américain, elle «concrétisait» l'espoir né avec la déclaration de Truman, elle indiquait la fin du veto (réel ou présumé) des Etats-Unis à toute collaboration nucléaire à l'échelle de l'Europe.

Au cours de l'année qui suit (de juin 1950 à juin 1951), l'affaire est prise en main par Pierre Auger, directeur du département des sciences exactes et naturelles de l'UNESCO et par ailleurs spécialiste des rayons cosmiques, soutenu essentiellement par des scientifiques et des hauts administrateurs de la science en Belgique (Jean Willems), France (Raoul Dautry, François de Rose) et Italie (Gustavo Colonnetti, Edoardo Amaldi). Le premier résultat en est, en décembre 1950, la rédaction d'un texte rédigé sous les auspices du Centre Européen de la Culture de Genève et proposant avec échéances précises et estimation financière à l'appui, la création d'un laboratoire financé par les Etats de l'Europe de l'Ouest et centré autour d'un très puissant accélérateur de particules – si possible le plus grand du monde! L'idée d'un réacteur est à ce moment écartée pour des raisons évidentes de complexité politique. Le second résultat en est la constitution d'un premier fond alimenté par l'Italie (2 millions de lires), la Belgique (50 000 francs) et la France (2 millions de francs). Le troisième en est la réunion d'un groupe d'experts scientifiques qui précise les paramètres de la machine à construire en mai 1951 [8].

Quelques mots sur les motivations des pays «défenseurs» du projet

Nous avons dit qu'il s'agit de la Belgique, de la France et de l'Italie. L'argumentation alors développée est celle-ci: pour un ensemble de raisons politiques et économiques, la qualité de la science européenne est en train de régresser si on compare celle-ci à la science américaine, en particulier dans ce qu'on commence à appeler la "big science". Une preuve en est par exemple l'exode des cerveaux qui atteint déjà plusieurs pays européens; ou dans un autre registre le fait que l'Europe, dans de nombreux domaines de la recherche nucléaire, tende à « se rabattre en physique expérimentale sur des problèmes secondaires négligés par la recherche américaine ». Si donc l'Europe veut retrouver le rang qui était le sien avant guerre, elle doit s'unir, le coût et la complexité des équipements requis excédant largement les capacités financières et en personnel qualifié de chacun des pays pris isolément. De plus, si l'on veut réussir, il faut susciter l'enthousiasme; aussi faut-il choisir un objectif ambitieux, scientifiquement essentiel et politiquement sans risque important. D'où l'idée d'investir le nouveau domaine des hautes énergies et de construire un synchrotron d'une puissance « supérieure à celle prévue pour les appareils actuellement en construction. » [9]

Derrière cette argumentation il faut lire d'abord la volonté de réengager la compétition avec les USA, une «compétition amicale» certes mais décidée. Pour ce faire on entend bien s'inspirer du modèle américain lui-même (qui le premier par exemple expérimenta la création d'un laboratoire construit en commun par les universités de différents Etats de la côte Est, à Brookhaven), et on compte sur l'aide, et l'expérience des physiciens d'outre-Atlantique. Mais ce qu'il faut noter c'est la façon volontariste dont ceci est fait: le but est de réveiller l'Europe, de faire comprendre aux Etats qu'on entre dans une ère technico-industrielle nouvelle, de les convaincre qu'il faut investir dans la science et qu'un tel pari vaut le coup d'être tenté. C'est au fond le premier message qu'essaient de transmettre les physiciens et administrateurs de la science belges, français, italiens.

On peut aussi déceler derrière leur projet des sentiments pro-européens assez marqués, du moins chez certains comme Colonnetti, Dautry ou Willems qui sont des membres actifs du Mouvement Européen. C'est de façon globale à l'Europe qu'ils pensent en avançant leurs idées. Pour d'autres chez qui ces sentiments pro-européens sont moins affirmés, on trouve cependant le souhait de faire jouer à la science un rôle supranational pouvant aider à renforcer l'esprit de coopération entre les peuples, les nations.

Toutefois, des raisons d'une toute autre nature, plus implicites, ont pu motiver les scientifiques des pays dont nous parlons. Moins «glorieuses», moins «généreuses», elles furent pourtant essentielles: ces pays marquent un relatif retard en physique fondamentale – et en physique des hautes énergies en particulier –, certes relativement au Royaume-Uni ou aux USA mais aussi relativement à des pays comme les Pays-Bas ou la Suède. Aussi peut-on lire leur détermination à voir aboutir leur projet comme une réponse à cette situation, comme le moyen le plus économique et le plus rapide envisagé par eux afin de rattraper ce retard – et ce en sautant les étapes intermédiaires[10].

En conclusion sur ce point, nous aimerions souligner d'abord la place importante occupée par les non-physiciens au début de cette aventure. Colonnetti, Dautry, de Rose, Willems sont plus des administrateurs, des politiques que des scientifiques. Par ailleurs, il n'est pas sans intérêt de remarquer que ces pays en tant que tels (France, Italie, Belgique) sont parmi ceux qui sont les plus impliqués dans les grandes manœuvres pro-européennes de l'après-guerre. Ne sont-ils pas par exemple – si nous laissons de côté pour l'instant l'Allemagne de l'Ouest qui est à cette époque un cas très particulier – ceux qui avec les Pays-Bas et le Luxembourg répondront favorablement en 1950 à la proposition Schuman, et qui initieront ainsi la

Communauté économique européenne? Comme si en d'autres termes, il y avait corrélation entre les propositions de politique scientifique (le laboratoire européen) et les politiques internationales suivies par ces pays. Pour approfondir cette idée d'une eventuelle corrélation – et disons le d'*influence* des « climats » nationaux, des politiques nationales sur les comportements des scientifiques et des grands administrateurs –, il semble intéressant d'étudier un cas traditionnellement considéré comme symétrique, celui de la Grande-Bretagne. Alors peut-être une conclusion pourra être tirée.

Les réactions britanniques

Celles-ci sont en fait très différentes de celles apparues en France ou en Italie. On pourrait les résumer sous les mots de méfiance (voir hostilité) et de non-implication. En bref, aucun Britannique n'a vraiment pris part aux discussions préliminaires de 1949 et 1950; en 1951 c'est le scepticisme qui prévaut et en février 1952 ils sont les seuls parmi les principaux pays européens à ne pas signer l'accord alors rédigé. Comme dans les cas précédents, il est possible de trouver des raisons scientifiques et politiques à cette attitude.

D'abord, et nous utilisons ici de façon symétrique l'argument que nous avons présenté dans le cas belge – français – italien, on peut penser que l'*avance* britannique en physique des hautes énergies jouait *contre* le projet de laboratoire européen. Les Britanniques ne seraient-ils pas ceux qui apporteraient leur savoir-faire sans rien recevoir en retour? L'argument est solide. Toutefois leur avance n'est que relative: c'est une avance par rapport aux Européens, importante dans certains cas mais réduite dans d'autres (Suède, Pays-Bas), mais c'est aussi un retard qui risque de s'accentuer très vite dans les années à venir par rapport aux Etats-Unis. Il y a donc quelque chose à gagner si on envisage, sur le continent, une machine de 6 à 10 GeV.

Cela conduit à un second type d'argument, avancé d'ailleurs par les Britanniques eux-mêmes dès réception du projet de décembre 1950: ce projet n'est scientifiquement pas très sérieux, il est trop ambitieux et optimiste, il montre une méconnaissance des difficultés qu'on ne manque pas de rencontrer lorsqu'un veut construire un grand, un très grand accélérateur. Face à un tel constat, une possibilité pour les Britanniques aurait pu être de se rallier au projet afin de le mettre sur la bonne voie. Toutefois ce n'est pas dans ces termes que la majorité des physiciens – et des officiels – ont répondu en

Grande-Bretagne. C'est seulement dans les six dernier mois de 1952, lorsqu'à l'évidence il apparaîtra qu'avec ou sans le Royaume-Uni, le laboratoire se fera, lorsqu'il deviendra clair que le domaine des hautes énergies est en passe de devenir le domaine-clé en physique fondamentale, lorsqu'il sera acquis que le principe de focalisation alternée découvert dans le courant de l'année révolutionne la technologie des accélérateurs et permet, pour le même prix, de construire une machine dans la région des 20 à 30 GeV, en d'autres termes lorsque sera réalisé en Grande-Bretagne que l'avance risque de se transformer en un formidable handicap puisque, seul, le pays ne pourra suivre la cadence, c'est à ce moment seulement que le Royaume-Uni songera sérieusement à rallier le projet européen et à l'influencer positivement [11].

Mais en 1951, tel n'est pas le cas. Cela nous conduit à dire que si certes les considérations scientifiques que nous avons évoquées précédemment (l'avance britannique, le caractère ambitieux et quelque peu irréaliste du projet) furent importantes, il se peut aussi que l'attitude britannique s'inscrive dans un type de comportement plus général, en résonance avec les attitudes valables en matière de politique internationale au Royaume-Uni. A savoir, d'une part craindre l'engagement dans les affaires européennes, refuser d'entrer dans un mécanisme qui risque de mener à quelque chose de supra-national où un pays seul n'a plus le contrôle des décisions, en d'autres termes se méfier des "high-flown and crazy ideas which emanate from UNESCO" (ou du Quai d'Orsay à Paris, comme le plan Schuman); et d'autre part se comporter selon la règle de méfiance, de non-implication a priori, ou si l'on préfère selon la formule traditionnellement accolée à la politique extérieure britannique: "Wait and See" [12].

Il semble donc bien qu'on puisse envisager une assez solide corrélation entre les comportements des scientifiques et des administrateurs de la science d'une part (comportements qui se traduisent ici dans une proposition ou un refus d'un projet de laboratoire européen de nature radicalement nouvelle) et les comportements diplomatiques nationaux qui prévalent à la même époque dans les relations internationales.

Dans ce court article, il n'est guère possible d'aller plus loin et d'apporter des nuances à ce schéma un peu grossier. Nous voudrions pourtant ajouter quelques mots à propos de l'Allemagne avant de conclure.

L'Allemagne ne sera invitée à prendre part aux discussions que vers le milieu de l'année 1951, c'est-à-dire lors de son admission à l'UNESCO. Avant cette date, les rapports semblent n'avoir été qu'indirects et officieux. Apparemment les scientifiques investis dans le projet ne manifestent aucune

hostilité vis-à-vis de l'Allemagne mais le «cas» est épineux et on préfère, pour des raisons politiques, éviter de s'y confronter. Toutefois, dès que la proposition de se joindre à l'aventure est discutée dans les cercles politico-scientifiques de la RFA, le soutien est immédiat et très fort. Pour quelles raisons? Citons simplement en guise de réponse, un extrait des minutes du quatrième conseil de la Commission de physique atomique tenu le 28 février 1953: «Herr Hocker bittet die Kommission noch um eine Äußerung, ob eine deutsche Beteiligung an dem Genfer Projekt, die auf sechs bis sieben Jahre hinaus jährlich 2,5 bis 3 Millionen DM erfordern würde, unter wissenschaftlichen Gesichtspunkten verantwortet werden könnte [...]. Herr Haxel sieht in dem physikalischen Interesse nicht das Hauptinteresse der deutschen Beteiligung. Diese liege vielmehr im Politischen. Auch Herr Heisenberg ist der Ansicht, daß man die Aufwendungen zu 80 % unter dem Gesichtspunkt der europäischen Zusammenarbeit beurteilen müßte.»[13]

En conclusion, il nous semble possible de retenir quatre points:

1. Les divers projets de 1949 et 1950 ont à l'origine une assez grande dimension politique. Lancés par des administrateurs ou des scientifiques eux-mêmes souvent investis dans la gestion de la science, ils visent à aider au relèvement de celle-ci en Europe, et plus généralement à faire prendre conscience aux Etats européens des nécessités imposées par la big science. C'est d'ailleurs pourquoi le projet de décembre 1950 put être jugé, *au plan purement scientifique*, comme irréaliste et imprécis par les Britanniques. Mais pour les promoteurs cela est secondaire: ce sera, dans les temps à venir, le but du Bureau d'études et des spécialistes scientifiques de définir plus précisément les paramètres scientifiques des machines à construire. A leur niveau, le but est de délimiter globalement le champ scientifique à investir (en l'occurrence celui des hautes énergies) et de s'assurer que le projet est sur les rails.

2. Le projet d'un laboratoire *centré autour d'un grand accélérateur* est certes né des nécessités scientifiques ressenties par les physiciens français et italiens; mais s'il prend forme au cours de l'année 1950, c'est que la conjoncture politique l'autorise. L'explosion de la bombe soviétique signale, dans un monde occidental peut-être confortablement endormi sur sa supériorité militaire et technologique, que l'avance américaine n'est plus ce que chacun croyait qu'elle était. Et la volonté antérieurement exprimée par les Etats-Unis de ne pas aider les alliées européens dans tout domaine lié au nucléaire (et la physique faite avec de grands accélérateurs en fait partie à la

fin des années 40) s'en trouve affaiblie. Et les Européens peuvent s'engouffrer dans la brèche ainsi ouverte.

3. Les attitudes adoptées par les scientifiques – et les grand administrateurs il est vrai – des différents pays sont largement en résonance avec ce qui forme l'essentiel de la politique extérieure de leurs pays. Toutefois on ne peut être plus affirmatif et précis car des considérations liées à l'état inégal du développement scientifique selon les pays brouillent l'image[14].

4. Toutefois, une fois le projet lancé, c'est à la définition scientifique précise de celui-ci qu'on se consacre. Ce qui prouve bien évidemment que la dimension purement scientifique n'est pas non plus sans importance.

Notes

[1] Les archives consultées pour cet article furent:
1. celles de l'UNESCO à Paris,
2. celles du Centre Européen de la Culture à Genève (référence sous le sigle CEC dans la suite de l'article),
3. celles du CERN à Genève,
4. celles du Consiglio Nazionale delle Ricerche, Rome,
5. celles du Public Record Office, Kew, London,
6. celles du Ministère des Relations extérieures à Paris.

Les documents italiens (rubrique 4) et anglais (rubrique 5) nous furent communiqués respectivement par L. Belloni et J. Krige de l'équipe d'histoire du CERN (CERN, Genève).

[2] On pourra ici se reporter à n'importe quel livre traitant des relations internationales après 1945. Dans le cas des institutions européennes, on pourra lire par exemple P. H. Teitgen, *Les étapes de l'idée européenne*, Etudes et Documents, nº 17, 1963; Jean Lecerf, *Histoire de l'unité européenne*, coll. Idées, Gallimard, 1965, ou même Jean Monnet, *Mémoires*, 2 tomes, Fayard, 1976.

[3] Voir par exemple P. Pringle et J. Spigelman, *Les barons de l'atome*, Seuil, 1982 (traduction de *The Nuclear Barons*, 1981), ou Margaret Gowing, *Independence and Deterrence, Britain and Atomic Energy, 1945–1952*, 2 volumes, Macmillan, 1974.

[4] Nous ne voulons toutefois pas dire que la communication des informations fut aisée ou totale entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis, loin s'en faut. La politique américaine du secret existait aussi vis-à-vis des Britanniques, mais ces derniers détenaient des informations – en commun avec les Américains – auxquelles les scientifiques du continent n'avaient pas accès.

[5] L. Kowarski, *Notes sur la coopération atomique européenne*, novembre 1949, in *Kowarski's papers*, CERN archives, p. 6.

[6] L. Kowarski, op. cit., p. 6–7. Rappelons que la politique américaine vis-à-vis de l'Europe avait changé dès le début de 1948 (doctrine Truman, plan Marshall) mais sans atteindre le domaine nucléaire. Aussi l'annonce de l'explosion soviétique a-t-elle pu être aisément

interprétée comme devant permettre, dans le domaine nucléaire comme dans les autres, la mise en place de la nouvelle politique définie 18 mois plus tôt par le gouvernement américain.

[7] *Résumé du compte-rendu de la réunion tenue à Amsterdam le 11 novembre 1949 par la FOM*, CEC archives; Stig Nyberg and Kent Zetteberg, *Sweden and CERN I, the decision-making process, 1949–1964*, The Committee on Research Economics (FEK), Report 9, Stockholm 1977;
Mouvement Européen, Conférence européenne de la Culture, Lausanne, 8–12 décembre 1949, Résolutions et déclaration finale, CEC archives;
Kowarski's papers, CERN archives; interview de François de Rose, diplomate français, CERN archives;
Records of the General Conference of UNESCO, fifth session, Florence 1950; Resolutions, sections B, resolution 2.21 and *Summary Records of the Meeting of the Programme and Budget Commission*, 16th Meeting, 7/6/1950, p.m., section 2.2. Interview de MM Amaldi, Auger, Rabi; CERN archives.

[8] La rédaction de ce passage s'appuie sur l'étude des archives du CEC à Genève, sur celles de l'UNESCO à Paris, sur celles du Consiglio Nazionale delle Ricerche à Rome, sur celles du Ministère des relations extérieures à Paris. Deux dates essentielles sont à retenir: le 12 décembre 1950, date à laquelle une commission composée de Auger, Capron (B), Ferretti (I), Kramers (NL), Preiswerk (CH), Randers (N), Rollier (I), Verhaeghe (B) redigea une résolution définissant pour la première fois un projet scientifique européen viable et les 23–25 mai 1951 où une autre commission, réunie à Paris sous l'égide de l'UNESCO, proposa un texte précisant «l'outillage» à installer dans ce laboratoire.

[9] Voir par exemple les comptes-rendus des deux réunions présentées dans la note 8: *Compte-rendu analytique de la réunion du 12 décembre 1950*, signée J.P. de Dadelsen, 9 pages, CEC archives; *Etablissement éventuel d'un laboratoire régional européen de physique nucléaire, rapport, réunion des consultants, 23–25 mai 1951*, UNESCO archives. La première citation est du *Compte-rendu analytique...*, p.6–7; la seconde extraite de la *Résolution* votée le 12 décembre 1950, CEC archives.

[10] Voir John Krige, *The Influence of Developments in American Nuclear Science on the Pioneers of CERN*, Studies in CERN History, CHS-1, June 1983; CERN; Dominique Pestre, *Prehistory of CERN: the first suggestions, 1949–June 1950*. Studies in CERN History, CHS-3, January 1984, CERN.

[11] La rédaction de ces pages s'appuie essentiellement sur les documents rassemblés au Public Record Office, Kew, London. Par exemple, file PRO, AB 6/912.

[12] La citation est de Skinner, physicien britannique; reproduite par M. Gowing, op. cit. note 3, volume 2, p.227.

[13] Archives du Deutsche Forschungsgemeinschaft, Bonn. Il n'est pas dans notre propos de développer dans ce court article la situation particulière dans laquelle est placée l'Allemagne Fédérale au début des années 50. Notons simplement que cette citation montre que les scientifiques allemands (comme les Français, les Italiens ou les Britanniques, même si c'est à un autre niveau) raisonnent aussi (ou avant tout?) en tant que citoyens membres d'un pays et conscients des intérêts d'ensemble de celui-ci. Leur acceptation du projet est en effet avant tout motivé par le désir de rendre à l'Allemagne un statut international perdu depuis 1945.

[14] On pourrait dire par exemple que le non-intérêt des scientifiques britanniques n'est pas tant dû à une attitude générale de défiance vis-à-vis de l'Europe ou de l'extérieur qu'au fait qu'ils sont trop « en avance » scientifiquement pour trouver un intérêt à la collaboration avec ceux du continent. Les deux facteurs jouant dans le même sens, il est difficile de conclure très nettement.

Summary

This article explores the importance of political considerations in the launching of the projects which led to CERN. Three main points are discussed: the particular situation at the international level which allowed these projects to emerge in 1949–1951; the considerations which brought scientists and scientific administrators of some European countries to suggest them and to fight for them; and the attitude of different countries to these suggestions in the light of their diplomatic policies at the international level.

Dominique Pestre
Study Team for CERN History
CH-1211 Genève 23